

certificat reconnu au niveau international qui devrait confirmer que son exploitation se fait de façon légale et durable.

Furieuse lorsqu'elle apprend l'existence de la pétition, la société nie les problèmes révélés dans la pétition et prétend que celle-ci a tout simplement été préparée par l'ONG qui avait organisé l'atelier antérieurement en vu de matérialiser son propre agenda. Elle affirme aussi que la pétition n'a rien à voir avec la réalité dans sa zone d'exploitation.

Privilégiant la voie judiciaire au lieu de l'ouverture d'un dialogue avec les communautés, la société porte plainte contre les signataires de ladite pétition pour « imputation dommageable ». Elle exige le retrait de la pétition, une formulation d'excuses de la part des signataires et un dédommagement de 500 \$ US par chacun d'eux.

Un an plus tard, le jugement n'a toujours pas été rendu. La presse internationale et les bailleurs de fond suivent maintenant le cas avec un grand intérêt. La société commence à comprendre que le recours à la justice contre les communautés locales joue en sa défaveur à l'international. A cet effet, elle décide de retirer sa plainte et propose un arrangement à l'amiable. Mais les communautés locales restent méfiantes et considèrent que la réaction de la société était injuste – elles ont déjà perdu beaucoup de temps et d'argent à cause des multiples convocations judiciaires et le paiement d'honoraires des avocats pour leur défense.

Pendant que la société persiste à trouver un arrangement à l'amiable avec la communauté X, la communauté Y située à plus de 30 km de sa concession procède au dressement de barrages sur la route en déclarant que l'exploitant est entré dans la forêt sans négociations préalables avec elle et exigeant le respect de ses droits coutumiers et légaux par l'exploitant.

Pistes de réflexion/discussion

- La question du recours à la justice par les exploitants comme technique d'intimidation.
- Se référant au proverbe congolais : « corrompre un juge coûte moins cher que payer un bon avocat », est-ce que les communautés locales ont réellement une chance de gagner devant le tribunal ?
- Rôle des média (international + national) ? Quels avantages en tirer ? Y a-t-il le risque que la société paye la presse pour qu'elle contredise ce que les communautés déclarent ?
- Le financement des bailleurs de fonds (pour renforcer la qualité de plans d'aménagement par exemple) aide les sociétés forestières mais les rend vulnérables dans une certaine mesure. Est-ce que les bailleurs doivent financer une société qui se comporte de la sorte ? Si non, quelle stratégie adopter ?
- Un exploitant qui vise à obtenir un certificat attestant l'aménagement « durable » de ses activités doit-elle recourir à la force pour régler les problèmes qui l'oppose aux communautés locales ? Quelle place devra être réservée au dialogue ? Les communautés locales ayant le même genre de problèmes avec l'exploitant seront plus fortes / plus efficaces – si elles travaillent ensemble pour dénoncer les mauvaises pratiques de l'exploitant. Malheureusement, dans trop peu de cas les communautés locales s'organisent pour un travail d'ensemble. Comment les y amener ?

Questions traitées par les participants :

1. Comment la communauté locale doit-elle se comporter face à un exploitant qui la traduit en justice ?
 - La Communauté locale doit d'abord organiser sa défense, en ayant recours aux ONG de la société civile proches pour que, à leur tour, elles fassent appel à un avocat.
 - Faire des plaidoyers médiatisés

2. *Est-ce qu'un arrangement à l'amiable est préférable dans un pareil cas ?*

- Oui, un arrangement à l'amiable est préférable dans un premier temps, puis il faut bien définir les problèmes posés (problèmes de fond)
- Mais il faut s'entendre sur les points à traiter
- Et trouver un arrangement qui satisfait tout le monde

3. *Comment trouver un bon avocat ?*

- La Communauté locale doit se confier aux ONG locales qui, à leur tour, lui confieront un avocat crédible ayant des grandes qualités morales / une expérience en la matière. Il faut faire appel à des ONG qui ont déjà un réseau d'avocats disponibles/ qui ont l'habitude de faire de l'assistance judiciaire car l'ONG doit pouvoir suivre le travail de l'avocat (définir les stratégies, les actions à mener)
- Les ONG devraient prendre en charge les honoraires de l'avocat, les communautés devraient se prendre en charge et faire participer leurs élus pour le paiement des frais de l'avocat.

4. *Que pensez-vous de la stratégie Y ?*

- La Communauté Y a agi par solidarité avec la communauté X.
- La communauté Y devrait se concerter avec la communauté X pour former un front commun, afin de trouver des solutions durables.
- La communauté Y doit recourir aux voies légales.

ETUDE DE CAS N°3

Une grande société forestière exploite dans la zone depuis plusieurs années. Malgré l'ampleur de ses opérations, sa contribution au développement local demeure dérisoire. Les communautés locales n'ont même pas accès au bois pour construire des cercueils, il n'y a ni bancs, ni chaises dans les quelques écoles qui existent dans un état critique. La société est tellement puissante dans la zone que les autorités locales sont totalement découragées à poursuivre le contrôle de son chantier. Chaque fois qu'elles essayent de vérifier et condamner les irrégularités dans l'exploitation de la société, elles reçoivent des instructions de la part des autorités centrales leur interdisant de continuer le contrôle.

Dans une discussion récente avec les communautés locales, l'exploitant a nié le dépassement de ses limites régulières d'exploitation jusqu'au village. Il a fait référence à un jugement du tribunal rendu quelques années auparavant en sa faveur. Le gouverneur est même passé il y a un an pour lancer un appel à la communauté locale pour garder leur calme. Pour tenter d'apaiser les communautés locales, l'exploitant a engagé une dizaine de membres de communautés. Malheureusement, ils ont été engagés comme stagiaires, alors que la durée de leur contrat est supérieure à un an.

Fatiguées de tous ces abus, les communautés locales ont organisé une manifestation et ont demandé qu'aucun grumier ne sorte jusqu'à ce que l'exploitant se déclare d'accord pour des négociations sincères, le dédommagement du préjudice subi et le paiement des droits liés à l'exploitation forestière.

Au lieu d'entamer de vraies négociations, l'exploitant recourt à la force. Le chef de chantier fait appel à la police, non pas du territoire mais celle du district. Les communautés locales affirment que les moyens de transport utilisés par les policiers appartiennent bel et bien à la société.

40 membres des communautés locales sont arrêtés par la police et chicotés, avant d'être acheminés en prison dans des conditions inhumaines de sorte que l'un d'eux a vu sa jambe cassée. Ils passent 5 nuits dans un cachot sans qu'ils ne soient entendus par un officier de police et/ou un magistrat et sans connaître les charges retenues contre eux. Recevant à peine à manger et à boire, trois membres des communautés locales tombent grièvement malades et un trouve la mort en prison. Deux mois plus tard, une autre

équipe de policiers descend dans le village des manifestants. A leur passage, ils brûlent des maisons, ravissent plusieurs biens et violent les femmes et filles du village.

Au regard de ces faits, les communautés locales ne veulent plus que cette société exploite leur forêt – pourtant elle a reçu une Garantie d'Approvisionnement et possède également un permis ordinaire de coupe pour l'année 2010.

Pistes de réflexion/discussion

- *Problématique des arrestations arbitraires / violations des droits humains*
- *Conditions de travail et type de contrats (« stagiaires éternels »)*
- *Discussions sur les limites de l'exploitation indiquent la nécessité d'un zonage participatif qui devrait être un préalable avant que l'exploitation ne commence. Ceci éviterait beaucoup de conflits ...*
- *Souvent, les exploitants débutent leurs activités dans des zones qui ne sont pas « libres de tout droit » -comme le prescrit le Code forestier- sans qu'une purge des droits ne soit faite et sans qu'une négociation réelle avec les communautés locale n'ait eu lieu.*
- *Importance de la non-violence pendant les manifestations*
- *L'importance de la documentation des illégalités : photos, certificats médicaux, relevés de plaques immatriculation, copies de lettres, etc.*

Questions traitées par les participants :

1. Liste des droits bafoués :

Arrestations arbitraires, détention illégale, torture, coups et blessures, homicide volontaire, destruction de biens, destruction d'habitations, viol. Les infractions commises par les policiers peuvent être qualifiées de crimes contre l'humanité.

2. Complicité exploitant forestier et police :

- Le chef de chantier appelle l'unité de police non compétente

- Saisir d'abord par une lettre de dénonciation le Ministre de la Justice en faisant copie au Président de la République et au Gouvernement
- Accompagner les communautés dans la saisine des tribunaux
- La plainte doit être dirigée contre le Directeur de la Société, le Chef de Chantier et les Policiers bien identifiés (les chefs d'équipe des unités qui ont commis ces actes), les responsables de la prison.

3. Qui contacter en cas de violation flagrante grave ?

- Le Procureur de la République
- L'Inspecteur provincial de Police
- Les ONG de défense des droits humains
- Le Gouvernement
- La Présidence de la République

4. Non respect du Code forestier par l'exploitant

Après une bonne documentation des cas :

- Organiser des réunions avec l'exploitant, en présence des représentants des communautés locales
- Elaborer un rapport et le transmettre au Ministre de l'Environnement, Ministre de la Justice, Président de la République, etc.
- Elaborer un plan de plaidoyer en direction des missions diplomatiques et des partenaires d'appui au développement du Gouvernement (Banque Mondiale)
- Organiser des conférences de presse pour rendre publics les rapports
- Publier des communiqués de presse et des appels urgents en cas de violation flagrante du droit
- Ces documents et ces actions de médiatisation doivent mettre à contribution la presse nationale et internationale
- Une campagne de sensibilisation et d'information doit parallèlement être organisée au niveau local à travers des réunions communautaires et par la voie des médias locaux si possible.

5. AGENDA DE LA SOCIÉTÉ CIVILE SUR LA PROBLÉMATIQUE DE LA GESTION ALTERNATIVE DES CONFLITS FORESTIERS

A la lumière des travaux en carrefours et sur base des informations discutées, les participants ont défini globalement des pistes intéressantes sur l'engagement de la société civile sur la problématique de la gestion alternative des conflits forestiers.

Les problèmes et les perspectives en matière de conflits forestiers Fiche analytique

	Constat / Problème	Causes	Actions envisageables	Acteurs responsables
Au niveau des exploitants	<ul style="list-style-type: none"> Manque de consultation des communautés locales Non exécution des clauses des cahiers de charges 	<ul style="list-style-type: none"> Pas de dialogue entre exploitants et communautés locales Mépris des autorités provinciales, locales et coutumières 	<ul style="list-style-type: none"> Sensibilisation des communautés locales sur leurs droits, les textes de lois Organiser des réunions Sanctions (retrait de permis d'exploitation forestière par exemple) 	<ul style="list-style-type: none"> société civile
	<ul style="list-style-type: none"> Non respect des règles et législations (fiscale, forestière, droit du travail, droits humains,...) 	<ul style="list-style-type: none"> Impunité Manque d'efficacité du contrôle opéré par les services étatiques du secteur forestier trafic d'influence de la part des exploitants 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement du système de contrôle et retrait de permis de coupe en cas de violation des principes et règles Renforcement des capacités des agents du secteur forestier Médiation des violations 	<ul style="list-style-type: none"> Gouvernement (central et provincial) Gouvernement nationaux et internationaux
		<ul style="list-style-type: none"> Ignorance des travailleurs et de la population en général de leurs droits 	<ul style="list-style-type: none"> Vulgarisation des textes de lois Actions de médiation/conciliation et recours à la justice 	<ul style="list-style-type: none"> Société civile avocats Instances judiciaires

Au niveau des autorités	<ul style="list-style-type: none"> Immixtion des autorités politico-administratives, militaires, policières et financières (perception des taxes illicites, illégales et parallèles) dans l'exploitation forestière Abus de pouvoirs Violation des droits humains Corruption (octroi illicite et illégal de concessions forestières) Non rétrocession des taxes perçues aux entités de base 	<ul style="list-style-type: none"> mauvaises conditions salariales des agents, source d'enrichissement (intérêts égoïstes) corruption, abus de pouvoir et d'autorité Non maîtrise des statistiques des bois coupés Impunité Mauvaise gouvernance Mépris des textes et lois financières par les autorités 	<ul style="list-style-type: none"> Réglementation des taxes Motivation effective des agents du secteur forestier Sanctions Décentralisation de la gestion financière Dénonciation et sanctions à l'endroit des auteurs d'immixtion, corruption, abus de pouvoir et d'autorité Limogeage des auteurs de ces fautes de leurs fonctions administratives Dénonciation des abus (médiation) 	<ul style="list-style-type: none"> Gouvernement Instances judiciaires Gouvernement nationaux et internationaux Société civile
Au niveau des communautés affectées et de la société civile	<ul style="list-style-type: none"> Soulèvements et conflits récurrents contre les exploitants Pas de dialogues avec les exploitants actions illégales (destruction, blocage, etc.) Manque de communication sur les pratiques liées aux conflits forestiers 	<ul style="list-style-type: none"> Faible connaissance de la loi Pas de recueil existant sur les pratiques judiciaires du secteur forestier Manque de confiance vis-à-vis des exploitants, de l'Etat et de la justice. Impunité 	<ul style="list-style-type: none"> Poursuite de la sensibilisation des communautés locales sur le code forestier Renforcement des capacités des communautés locales sur : <ul style="list-style-type: none"> la médiation en assurant le système d'information et retro-information, du local au décideur, et vice-versa l'organisation la négociation 	<ul style="list-style-type: none"> Gouvernement Société civile Instance judiciaire Partenaires nationaux et internationaux

			<ul style="list-style-type: none">Publication des documents du secteur forestier à l'intention des communautés de basePublier toute information relative à la gestion alternative des conflits forestiers sur le Site Internet du Ministère attiréTenir des conférences de presse en langues vernaculaires sur les causes des conflitsAccompagner les communautés dans les négociationsIntenter des actions en justice et représenter les communautés en justiceDéveloppement d'un dispositif du système d'alerte au RRN	<ul style="list-style-type: none">Gouvernement
	<ul style="list-style-type: none">Octroi illicite et illégal des concessions forestières et début des conflits	<ul style="list-style-type: none">Absence de dialogue avec les autres parties prenantes		

Au niveau des avocats	<ul style="list-style-type: none">Manque de maîtrise des textes réglementant les questions forestières et foncières	<ul style="list-style-type: none">textes nouveaux et pas enseignés dans le cadre de la formation des avocats	<ul style="list-style-type: none">Renforcement des capacités des avocats (formations)Formation des para-juristes	<ul style="list-style-type: none">GouvernementBarreauxPartenaires nationaux et internationauxSociété civile
	<ul style="list-style-type: none">Manque d'intérêt	<ul style="list-style-type: none">Dossiers peu rémunérateurs (les communautés ne disposant pas des moyens suffisants)	<ul style="list-style-type: none">Sensibilisation des avocats sur les questions d'intérêts communautaires	<ul style="list-style-type: none">Société civileBarreaux
	<ul style="list-style-type: none">Manque de canevas méthodologique dans la gestion des conflits forestiersIls ne sont pas nombreux dans les communautés locales (éloignement)	<ul style="list-style-type: none">Pas informés des conflits cloisonnements entre avocats et communautés locales	<ul style="list-style-type: none">Mise en place d'un cadre de concertation entre acteursThéorisation et modélisation du canevas méthodologique judiciaireDéveloppement des synergies au niveau local, provincial et régional	<ul style="list-style-type: none">Partenaires nationaux et internationauxSociété civile
	<ul style="list-style-type: none">Corruption	<ul style="list-style-type: none">Manque d'éthique, de déontologie	<ul style="list-style-type: none">Saisir le Barreau pour une action disciplinaire	<ul style="list-style-type: none">Société civileCommunautés locales

Autres causes	<ul style="list-style-type: none"> Mauvaise application des législations en matière forestière 	<ul style="list-style-type: none"> Superposition, chevauchement entre les textes existants (lois foncières, minières et forestières) 	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place des mesures d'accompagnement des lois régissant l'exploitation forestière et harmoniser leur application 	<ul style="list-style-type: none"> Gouvernement Pouvoir législatif Société civile
	<ul style="list-style-type: none"> Attribution de concessions par les autorités coutumières 	<ul style="list-style-type: none"> Dualité entre le droit écrit et coutumier 	<ul style="list-style-type: none"> Harmoniser les contenus des droits écrit et coutumier en matière de l'exploitation forestière 	<ul style="list-style-type: none"> Gouvernement Pouvoir législatif Société civile
	<ul style="list-style-type: none"> Non adaptation du Code forestier à certaines réalités et spécificités congolaises 	<ul style="list-style-type: none"> Hybridité du Code forestier congolais 	<ul style="list-style-type: none"> Révision du Code forestier 	<ul style="list-style-type: none"> Gouvernement Société civile Pouvoir législatif
	<ul style="list-style-type: none"> Isolément des acteurs / non partage des expériences : solutions non durables Capacité limitée dans l'accompagnement de la gestion des conflits 	<ul style="list-style-type: none"> Manque de moyens, d'outils de modélisation des stratégies Manque de synergies entre les acteurs (communautés locales, société civile et avocats) 	<ul style="list-style-type: none"> Capitaliser les expériences / actions menées et les modéliser sous forme d'un manuel Mise en place d'une plate-forme ou d'un cadre de concertation (observatoire, hotline, etc.) Création de groupes de travail spécifiques sur la documentation, la recherche, le monitoring et les études d'impact environnemental 	<ul style="list-style-type: none"> Société civile Partenaires nationaux et internationaux Avocats

VI. CLOTURE DE L'ATELIER

L'atelier de la société civile sur la problématique de la gestion alternative des conflits forestiers a tenu ses promesses.

Le modérateur des travaux a présenté l'économie générale des travaux ainsi que les résultats issus des échanges, des discussions et des travaux en carrefours. Une fiche analytique des problèmes et pistes de solution a été rédigée et devra faire l'objet d'une restitution au cours d'un atelier du Réseau Ressources Naturelles - tel que souhaité par les participants - afin d'étudier sa mise en œuvre (modalités pratiques et calendrier d'exécution).

Comme à l'ouverture, des mots, ceux du RRN, de 11.11.11., de ASF et Greenpeace ont été placés pour clore cet atelier sur la problématique de la gestion alternative des conflits forestiers ; tous exhortant la société civile à se structurer davantage pour jouer son véritable rôle de lecture critique de la société.

ANNEXES

ANNEXE 1 : PROGRAMME DE L'ATELIER**ATELIER SUR
LA GESTION DES CONFLITS FORESTIERS**

LES 28-29-30 OCTOBRE 2010
AU CENTRE POUR HANDICAPES
KINSHASA-GOMBE

28 octobre 2010 :

- 08h30-09h00* : Accueil des intervenants et participants à l'atelier
- 09h00-09h30* : Mot d'ouverture par les représentants des ONG organisatrices
- 09h30-09h45* : Présentation de la méthodologie de travail par le modérateur
- 09h45-11h00* : Exposé des représentants du Ministère de l'environnement (Directeur Vundu sur le cadre général de la loi et Conseiller Booto sur son expérience en matière de résolution de conflits forestiers)
- 11h00-11h15* : Pause-café
- 11h15-12h00* : Débats
- 12h00-13h00* : Partage d'expériences de Me Mpoyi (CODELT)
- 13h00-14h00* : Pause-déjeuner
- 14h00-15h00* : Débats
- 15h00-16h00* : Partage d'expériences de RRN
- 16h00-16h30* : Débats
- 16h30-17h00* : Clôture de la 1^{ère} journée de travail et résumé

29 octobre 2010 :

- 08h30-09h00* : Récapitulatif de la 1^{ère} journée et présentation de la 2^{ème} journée
- 09h00-11h00* : Partage d'expériences des participants des provinces et discussions
- 11h00-11h15* : Pause-café
- 11h15-12h15* : Partage d'expériences de l'OCDH (Brazzaville)
- 12h15-12h45* : Débats
- 12h45-14h00* : Pause-déjeuner

14h00-15h00 : Partage d'expériences d'ASF

15h00-15h30 : Débats

15h30-17h00 : Cas pratiques (travail en groupes)

17h00-17h30 : Clôture de la 2^{ème} journée de travail

30 octobre 2010 :

09h00-09h30 : Récapitulatif de la 2^{ème} journée et présentation de la 3^{ème} journée

09h30-11h30 : Correction des cas pratiques

11h30-11h45 : Pause-café

11h45-13h00 : Travail de groupe sur la fiche analytique

13h00-14h00 : Pause-déjeuner

14h00-15h30 : Restitution des groupes de travail sur les fiches analytiques

15h30-17h00 : Adoption du Plan d'action (fiche analytique) et des recommandations /Conclusions

17h00-18h00 : Clôture de l'atelier et cocktail.

Annexe 2 : Liste des participants

N°	Prénom et Nom	Organisation	CONTACT (TEL+EMAIL)
01	Nzobo Roch Euloge	OCDH Observatoire Congolais des droits de l'homme	Email : renzolo@yahoo.fr TEL : +242 055531573
02	Marie Boundawana	OSAPY	Email : marieboundawana@yahoo.fr TEL : 0994102599
03	Rubbin Rashidi	CONADI	
04	Mpela Ndjondo Tonton	CL Benkwese	TEL : 0858139502
05	Jean-Marie Bolika	RRN	
06	Joseph Bobia	RRN / Coordination	
07	Julien Mathe	GASHE/RRN- EQUATEUR	Email : julienmathe@yahoo.fr TEL : 0817302648
08	Vinny Nkoso	AMINA/RRN- EQUATEUR	Email : vinnynkosolokula@yahoo.fr TEL : 0858122703 0810125113
09	Ir Serge Kalonji	OPED/RRN KATANGA	Email : skalonjimukadi@yahoo.fr TEL : 0814055111
10	Dieudonné Nzabi	CRONGD/EQ-CLAT/ RRN/EQUATEUR	Email : nzabiclat@yahoo.fr TEL : 0815144413 0858126653
11	Pierre Kibaka	Groupe Justice et Libération / Kisangani	Email : pikibaka@yahoo.fr TEL : 0994101877 0859307393
12	Benjamin Mpoto	RRN/ Antenne territoriale Kuturic Ben ONGD	Email : bnmibj@yahoo.fr TEL : 0815010749 0998116440
13	Abbé Célestin MBUYULU	RRN/Antenne Territoriale OSHWE CJP (Paroisse NKAW)	TEL : 0810716355
15	Venance Woto NDJONDO	GET Ministère de Transport	Email : wotovenance@yahoo.fr TEL : 0899178439 0818807518
16	Honorable Faustin LOKINDA	Président Commission Environnement Assemblée Provinciale/ PO	Email : jflokinda@yahoo.fr TEL : 0998825131
17	Denis Impiti Kayamba	CRONGD/BDD KIWIT	Email : ongdbandundu@yahoo.fr TEL : 0998140328
18	Prince Bupe Kashioba	Organisation Protection Nature/ RRN/KATANGA	Email : princebupe@yahoo.fr TEL : 0810512196

19	Ernest Ngumbi	RRN-Coordination	TEL : 0998528864
20	Augustin Mpoyi	CODELT	Email : ampoi@gmail.com TEL : 0998162759
21	Rubin Rashidi	RRN-Coordination	Email : rubinrashidi@yahoo.fr TEL : 0990179733
22	Pierre Kitenge	Comité National RRN	Email : pierre_kitenge@yahoo.fr TEL : 0813182160
23	Antoine Mingashanga	Coordination Nationale RRN	Email : omingashanga@yahoo.fr TEL : 0997849891 0818705552
24	Henri Muyembe	CROE/ENW	Email : hmuyemb@yahoo.fr TEL : 0815165776
25	Gaspard Shekomba Okende	MECNT	Email : kombagaspard@yahoo.fr TEL : 0998281200
26	Joseph Bobia	RRN	Email : josephbobia@rrnrdc.org TEL : 0818148539
27	Désiré Nkoy	Modérateur	Email : desynkoy@yahoo.fr TEL : 0998423960
28	Romain Mindomba	ASADHO	Email : ainmindomba@yahoo.fr TEL : 0815090462
29	Serge Malunda	RRN/CN	Email : ginomalunda@yahoo.fr TEL : 0816515906
30	Irène Wabiwa	GREENPEACE	Email : iwabiwa@greenpeace.org TEL : 0997853171
31	Noël Kilomba	COUR D'APPEL	Email : noelkilomba@hotmail.com TEL : 0997343857
32	ALEKI	11.11.11	Email : aleki_1999@yahoo.fr
33	Myriam Khaldi	ASF	Email : mkhaldi@asf.be
34	René NGONGO	GREENPEACE	Email : rngongo@greenpeace.org
35	Cyrille ADEBU	OCEAN	

Crédits photos : GREENPEACE et 11. 11. 11

Copyright et droits d'auteur

Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, faite sans autorisation de Avocats Sans Frontières est illicite et constitue une contrefaçon. Conformément aux dispositions du code de la propriété intellectuelle, seules sont autorisées, d'une part, les reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective, et, d'autre part, les citations justifiées par le caractère scientifique ou d'information de l'article dans lequel elles sont incorporées.





